

Les associations contribuent à l'animation et à la vie de la commune, cette page permet de faire connaissance plus ample connaissance avec elles.

L'annuaire des associations de la commune

Le module définitif de gestion des associations étant en cours de refonte, la liste ci-dessous reprend les associations identifiées en 2024.

LES JOYEUX DAUPHINOIS

Vie associative

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : les aînés de la commune de Saint-Vérand

Téléphone de l'association : 07 71 79 74 01

ASSOCIATION SPORTIVE VER-SAU

Sport

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : football

Site Web de l'association : <http://www.asversau.com/>

SAINT-VÉRAND HIER ET AUJOURD'HUI

Vie associative

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : L'histoire de la commune de Saint-Vérand et de ses patrimoines

Téléphone de l'association : 06 32 54 76 79

SOU DES ÉCOLES DE SAINT-VÉRAND

Vie associative

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Participe au financement des projets scolaires

ACCA DE SAINT VERAND

Sport

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Chasse

BIEN VIVRE À LA MALADIÈRE

Autres

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : association de quartier

COMITÉ DES FÊTES DE SAINT-VÉRAND

Vie Communale

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Organisations festives sur la commune

Téléphone de l'association : 06 13 30 56 47

Site Web de l'association : <https://cdf-saint-verand.fr>

EDITIONS ACHILLE LESCABOT

Culture

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Association d'écrivains

Téléphone de l'association : 06 84 60 56 79

SPORTS LOISIRS BIEN-ÊTRE

Sport

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Randonnée Pédestre, Raquettes, Marche Nordique, Marche Douce, Pilates, Fitness, Bien Vieillir, Activité Multisports Enfants de 6 à 10 ans.

Téléphone de l'association : 06 37 45 69 87

GYMNASTIQUE FÉMININE

Sport

Commune : Saint-Vérand

Téléphone de l'association : 06 83 85 36 99

AMICALE BOULES

Sport

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Boule Lyonnaise

Téléphone de l'association : 06 31 72 76 74

ADMR ST VÉRAND

Social

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Service à la personne

Téléphone de l'association : 06 86 12 53 37

FNACA SAINT VÉRAND

Autres

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Antenne locale de la Fédération nationale des anciens combattants

Téléphone de l'association : 04 76 38 65 50

GMS PROJECT

Animation

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Arts et divertissement

Téléphone de l'association : 06 89 84 07 69

YOGMAYA

Sport

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : yoga

Téléphone de l'association : 07 89 49 47 37

Site Web de l'association : <https://www.yogmaya-yoga.fr/>

GYM ANATOMIQUE

Sport

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : gymnastique anatomique

Téléphone de l'association : 04 75 72 90 60

L'HYPPOPOTAME AMOUREUX

Autres

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Arts créatifs

Téléphone de l'association : 06 03 82 15 26

Site Web de l'association : <https://www.hippoamoureux.com/>

AVECC

Autres

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Chorale

Téléphone de l'association : 06 60 29 85 25

RADIO SUD GRESIVAUDAN

Animation

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Radio associative locale

Téléphone de l'association : 0780595387

Site Web de l'association : <https://facebook.com/radiosudgresivaudan>

SOUVENIR FRANÇAIS SAINT-VÉRAND - COMITÉ DE SAINT-MARCELLIN

Vie associative

Commune : Saint-Vérand

Activité de l'association : Devoir de mémoire

Téléphone de l'association : 06 43 87 75 96

Site Web de l'association : <https://le-souvenir-francais.fr/>

Déclaration préalable à une manifestation

L'organisation d'une manifestation sur la voie publique sur vos communes nécessite une déclaration préalable.

Une réunion préparatoire, intégrant la gendarmerie, l'organisateur, le Maire, en amont de toute déclaration, permet d'aborder tous les problèmes éventuels et de s'assurer de la mise en place de tous les dispositifs liés à la sécurisation de l'évènement, afin d'éviter l'engagement de la responsabilité du Maire en cas d'incident.

Obligation de déclaration préalable

Articles L.211-1 à L.211-4 du Code de la Sécurité Intérieure:

Tout cortège, défilé, rassemblement, manifestation sur la voie publique doit faire l'objet d'une déclaration préalable. Elle est à adressée aux administrations suivantes:

- mairie de la commune ou mairies des différentes communes sur le territoire desquelles la manifestation doit avoir lieu ;
- préfecture de département (Préfecture de police dans les Bouches-du-Rhône) lorsque l'événement doit avoir lieu sur le territoire de communes où la police nationale est compétente (communes chefs-lieux de département et autres communes fixées par décret ou arrêté ministériel - se renseigner auprès de sa commune).

Délais à respecter

La déclaration doit être faite au moins 3 jours francs et au maximum 15 jours francs avant la date de l'événement.

Contenu du dossier de déclaration

La déclaration préalable doit préciser les informations suivantes:

- coordonnées de l'association à l'initiative de la manifestation (nom, adresse, téléphone, nom et adresse du représentant légal) ;
- nom, prénom, adresse (et moyens de contact: numéro de téléphone, adresse mail) des organisateurs de la manifestation ;
- objet de la manifestation ;
- lieu(x) de la manifestation ;
- date et heures de début et de fin ;
- itinéraire si la manifestation implique le déplacement de personnes (défilé, cortège) ;
- estimation du nombre de participants attendus ;
- descriptif des dispositifs de sécurité mis en place ;
- particularités de la manifestation (déploiement de banderoles, installation d'une sonorisation, etc.).

La déclaration doit être signée par au moins un des organisateurs de l'événement.

La commune ou la préfecture qui reçoit la déclaration délivre immédiatement un récépissé.

Organisation d'une manifestation sur la voie publique

Instruction de la demande

L'autorité publique vérifie que les points suivants sont bien respectés :

- les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens sont prévues par l'association (relation avec les pompiers, mise en place éventuelle d'un poste de secours, relation avec la gendarmerie, mise en place d'un dispositif respectant les mesures VIGIPIRATE, etc ...) ;
- les installations prévues (tentes, enceintes, gradins, scènes, manèges, etc.) répondent aux obligations légales et réglementaires de sécurité ;
- l'association a souscrit les assurances nécessaires en cas de mise en jeu de sa responsabilité ;
- l'association a prévu, si nécessaire, les mesures utiles pour remettre en état la voie publique à l'issue de l'événement ;
- l'administration peut demander des modifications (horaires, parcours, etc.). Elle peut également apporter son soutien technique (prêt de matériel, mise à disposition de personnels techniques, prêt de salles, etc.) ;
- les forces de police ou de gendarmerie peuvent contribuer à la concrétisation des dispositifs de sécurité.

Une réunion préparatoire en amont de toute déclaration avec l'intervention des pompiers, de la gendarmerie, du ou des organisateurs, associations, et du Maire permettent de présenter des dossiers complets en ayant pris en compte tous les aspects notamment sécuritaires, notamment lorsqu'un feu d'artifice est tiré (consignes de sécurité particulières).

La gendarmerie doit être informée par l'organisateur et le Maire de toute manifestation de voie publique sur la commune. Tous les arrêtés pris par l'autorité administrative doivent également être transmis à la gendarmerie.

Décision des autorités

Si le Maire ou le Préfet estime que la manifestation projetée est de nature à troubler l'ordre public, elle l'interdit par un arrêté qu'elle notifie immédiatement aux signataires de la déclaration.

Le Maire transmet, dans les 24 heures, la déclaration au Préfet de département. Il y joint, éventuellement, une copie de son arrêté d'interdiction.

Le Préfet de département peut également interdire, pendant les 24 heures qui précèdent la manifestation et jusqu'à dispersion, le port et le transport, sans motif légitime, d'objets pouvant constituer une arme sur les lieux de la manifestation, les lieux avoisinants et leurs accès.

La contestation d'une interdiction s'effectue par le biais d'un référé-injonction (aussi appelé référé conservatoire) permettant l'examen du recours en moins de 48 heures. La contestation doit être faite par écrit, argumentée et adressée au juge des référés.

Sanction

Les faits suivants sont punis par des peines pouvant aller jusqu'à 6 mois d'emprisonnement et 7500€ d'amende:

- Organisation d'une manifestation sur la voie publique sans déclaration
- Organisation d'une manifestation ayant été interdite
- Établissement d'une déclaration préalable incomplète ou inexacte

Demande de subvention

Le dossier de demande de subvention est à télécharger.

Il doit être retourné à la mairie avant le **25 janvier 2025**.

Tout dossier incomplet ne comportant pas tous les justificatifs réclamés ne sera pas étudié.

- **demande de subventions (pdf)**
- **demande de subventions (doc)**
- **demande de subventions (docx)**